

Article 21 du Règlement

Nous voyons ces pourparlers d'un bon oeil, bien sûr, mais nous ne devons pas oublier les importantes discussions qui se déroulent en ce moment à la troisième session spéciale des Nations Unies sur le désarmement. Malheureusement, cette session n'a pas reçu toute l'attention qu'elle mérite, surtout de la part du gouvernement canadien qui n'a pas clairement défini la position qu'il va adopter à la session spéciale au sujet de questions aussi critiques en matière de désarmement que la modernisation des armes nucléaires en Europe, les restrictions relatives au développement et au déploiement des missiles de croisière, la réduction des forces nucléaires stratégiques et l'établissement d'un système international de vérification.

Ces questions sur le désarmement sont très importantes pour la sécurité du Canada et des superpuissances. J'exhorte le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) à dire à la Chambre et aux Canadiens ce que son gouvernement pense de ces questions d'actualité. Nous lui saurions gré de faire une déclaration à la Chambre avant de s'adresser aux Nations Unies.

* * *

● (1405)

LE MULTICULTURALISME**L'AUGMENTATION DU BUDGET ANNUEL**

M. Bill Gottselig (Moose Jaw): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le gouvernement de s'être engagé à reconnaître que le multiculturalisme constitue une caractéristique essentielle de l'identité canadienne.

En décembre dernier, le gouvernement a déposé le projet de loi C-93, sur le multiculturalisme, qui marque une page de notre histoire. Avant même que ce projet ne devienne loi, le gouvernement a commencé à insuffler un nouvelle vigueur à nos programmes de multiculturalisme et à l'idéal de notre politique de multiculturalisme.

En cinq ans, plus de 192 millions de dollars ont été ajoutés au budget annuel consacré au multiculturalisme, ce qui signifie que ce budget sera de 42,2 millions de dollars en 1991-1992. C'est 80 p. 100 de plus que ce qui a été dépensé en 1986-1987.

Il ne s'agit pas d'un appui mitigé ou symbolique. Le gouvernement agit. Il entend étendre ses priorités en fait de justice sociale et d'harmonie nationale à toutes les composantes de notre société.

Les nouvelles orientations annoncées hier par le ministre d'État chargé du Multiculturalisme (M. Weiner) renforceront les mesures destinées à améliorer les relations interraciales et favoriseront la compréhension mutuelle entre nos différentes cultures. Elles aideront à maintenir notre patrimoine multiculturel. Elles garantiront l'égalité des chances pour tous les Canadiens.

Les nouveaux crédits débloqués et les initiatives du gouvernement aideront à concrétiser l'idéal du multiculturalisme.

[Français]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE**LA FIN DU PDIR**

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, demain sera la fin du Programme de développement industriel et régional qui a si bien servi au cours des dernières années la province de Québec. On sait que le programme finit demain et qu'il n'y a aucun autre programme de remplacement qui a été annoncé par le ministre responsable. Je crois que depuis six mois, le ministre «niaise» sur le programme de remplacement, et les industriels du Québec, de même que les différents commissaires industriels, s'inquiètent énormément. On sait que l'Association des commissaires industriels avait fait des représentations auprès du député de Langelier (M. Côté) et, à l'époque où il était ministre, il n'a rien fait parce qu'il était trop occupé à autre chose, et maintenant l'actuel ministre ne s'est pas occupé non plus du remplacement du programme PDIR.

Par conséquent, avec les effets de ce programme au niveau de la diversification de la base industrielle de plusieurs régions, on laisse actuellement le Québec comme le parent pauvre du développement économique régional, et j'ose espérer qu'au cours des prochaines semaines le ministre pourra finalement «accoucher» d'un programme qui répondra aux aspirations des entreprises québécoises et aux besoins de l'économie québécoise, et aussi de certaines régions de l'Ontario.

On sait qu'il y a une élection partielle dans Lac-Saint-Jean. J'imagine que le ministre va essayer d'acheter et de sauver la peau du secrétaire d'État avec quelques millions de dollars de l'Expansion industrielle régionale. Mais je pense que c'est à ce moment-ci qu'on devrait annoncer le programme de remplacement du PDIR qui nous a si bien servis, et plusieurs régions seront négligées à cause, justement, de la négligence du ministre.

* * *

LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT**LE CENTRE DE FORESTERIE DES LAURENTIDES**

Mme Suzanne Duplessis (secrétaire parlementaire du ministre d'État (Sciences et Technologie)): Monsieur le Président, jeudi dernier à Sainte-Foy, le ministre d'État (Forêts et Mines) (M. Merrithew) était de passage pour l'inauguration de l'agrandissement, au coût de 15,7 millions, du Centre de foresterie des Laurentides. Je tiens à le remercier sincèrement d'avoir été présent à cette ouverture et de l'appui constant pour la réalisation de cet important projet, au cours des années.

Ce centre de haut savoir effectue de la recherche en biologie pour combattre les ennemis de nos forêts (insectes, champignons, maladies) et se penche sur l'étude génétique des arbres pour en produire des espèces plus résistantes, et sur l'aménagement et le reboisement. Ceci revêt une très grande importance pour la région de Québec et la province, car il contribue à préserver l'héritage des Québécois: la forêt.